



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GRAND EST**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement**

***Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement***

Aménagement d'un pôle d'échange multimodal, à La Wantzenau (67)

***Le préfet de la région Grand Est
préfet de la zone de défense et de sécurité Est
préfet du Bas-Rhin***

- Vu** la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2, R122-3 et R122- 3-1 ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury DE SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;
- Vu** l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas, en application de l'article R122-3-1 du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral N°2025/529 du 1er décembre 2025 portant délégation de signature à M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;
- Vu** l'arrêté DREAL-SG-2025-72 en date du 31 mars 2026 portant subdélégation de signature de M. Marc HOELTZEL, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Philippe LAMBALIEU, chef du service Évaluation Environnementale, de son adjoint M. Hugues TINGUY et de Mme Christelle MEIRISONNE, adjointe au chef de pôle Projets ;
- Vu** le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », reçu le 20 avril 2026, complété le 4 mai 2026, relatif au projet d'aménagement d'un pôle d'échange multimodal, à La Wantzenau (67) ;
- Vu** l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 20 mai 2026 ;

CONSIDÉRANT la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°41 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement «Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus » ;
- qui consiste en l'aménagement d'un pôle d'échange multimodal organisé autour du parvis de la gare, visant à améliorer l'intermodalité entre les différents modes de déplacement ;
- qui ne fait pas l'objet d'une maîtrise d'ouvrage ou d'une co-maîtrise d'ouvrage avec SNCF Réseau et/ou sa filiale mentionnée au 5° de l'article L. 2111-9 du code des transports ;
- qui comporte :
 - la requalification des espaces publics avec l'agrandissement et la mise en valeur du parvis, la réorganisation des circulations, ainsi que l'aménagement de quais bus et de zones de dépose ;
 - la création et la réorganisation des stationnements (61 places), des équipements dédiés aux cycles (arceaux vélos et vélo-parc sécurisé), ainsi que des cheminements piétons et cyclables sécurisés ;
 - la reprise des voiries et des réseaux associés (VRD), accompagnée d'une réduction des surfaces imperméabilisées au profit d'espaces paysagers, avec la plantation d'alignements d'arbres et la valorisation des espaces verts existants ;
 - la mise en œuvre de dispositifs favorisant l'infiltration des eaux pluviales ;

CONSIDÉRANT la localisation du projet :

- Rue du Chemin de Fer, à La Wantzenau ;
- au droit d'un site déjà anthropisé, constitué de parkings, voiries et espaces verts, qui a cependant fait l'objet d'une expertise écologique qui identifie la présence de secteurs présentant un intérêt écologique et un potentiel de développement de la biodiversité ; le dossier précise les mesures mises en œuvre :
 - le projet initial qui impactait l'une de ces zones sensibles a été modifié, notamment, la capacité de stationnement a été réduite, passant de 82 à 62 places de parking ;
 - les aménagements paysagers seront adaptés afin de favoriser l'accueil de la faune locale, notamment les oiseaux nicheurs, le lézard des murailles, le lézard des souches et les chiroptères ;
 - dans sa conception, le projet est identifié comme partie constitutive du corridor écologique aligné sur la voie ferrée ;
- en dehors de tout zonage administratif caractéristique d'une sensibilité environnementale notable ;

CONSIDÉRANT les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique :

- qui, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade du projet, ne devraient pas être notables ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations notamment ceux liés à la Loi sur l'eau et à la biodiversité, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

DECIDE :

Article 1er : En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet d'aménagement d'un pôle d'échange multimodal, à La Wantzenau (67), présenté par le maître d'ouvrage « EUROMETROPOLE DE STRASBOURG », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

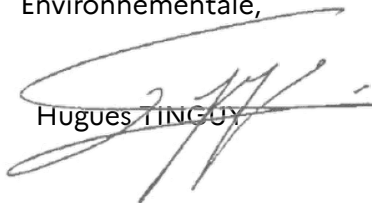
Article 3 : L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 : La présente décision sera publiée sur le Portail National de l'Évaluation Environnementale.

Fait à Strasbourg, le 8 juin 2026

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
l'adjoint au chef du service Évaluation
Environnementale,

Hugues TINGUY



Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la notification de la décision ou sa publication sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas.

En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

Le recours administratif doit être déposé sur le portail de dématérialisation des demandes d'examen au cas par cas ou adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Madame la Ministre en charge de l'Environnement - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être déposé devant le tribunal administratif de Strasbourg sur le site www.telerecours.fr.